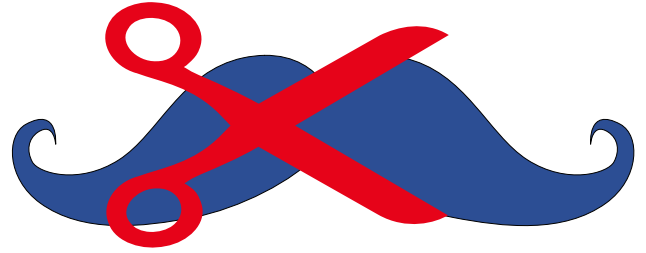


VENDREDI 15 NOVEMBRE 2024

**MOTION DU CONSEIL NATIONAL : CASSE SOCIALE À LA FONCTION
PUBLIQUE, L'HEURE EST GRAVE !**



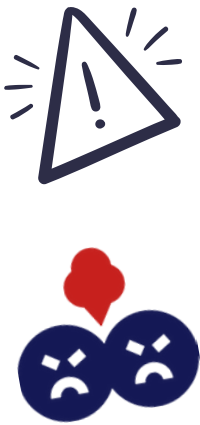
En désignant, sur recommandation du Premier ministre, Guillaume Kasbarian comme Ministre de la Fonction publique, le Président de la République a suscité une vive controverse. Cette figure de la société civile, qui fait de la liberté sa « valeur cardinale », s'identifie à une tendance libérale promue par Hayek (système de marché libre britannique).



Il défend une politique de responsabilisation en affirmant récemment dans les médias que **l'État ne doit plus prendre en charge certains services, et ce sera à l'usager, au citoyen de les payer**. Ses actions ont mené à l'instauration de deux jours de carence supplémentaires et à une baisse de 10% du taux de remplacement en cas d'arrêt maladie pour les fonctionnaires, sous prétexte d'harmoniser les secteurs public et privé, ce qui est faux en partie. **Il néglige également de mentionner que le taux d'absentéisme dans la Fonction Publique d'État est le plus bas par rapport à tous les autres secteurs d'activité (privé inclus)**. De plus, il met fin à la GIPA, s'oppose à une augmentation du point d'indice, aspire à promouvoir une rémunération basée sur le mérite individuel et subordonne l'engagement d'un dialogue sur les carrières et les rémunérations à l'acceptation des mesures précédemment évoquées concernant les arrêts maladie. Par ailleurs, d'autres mesures ont été suggérées comme notamment imposer un deuxième jour férié travaillé gratuitement, dit jour de « Solidarité ».

Ses positions extrêmement radicales, qui pourraient causer des pertes salariales de plusieurs milliers d'euros par agent à partir de 2025, ont mené à la **rupture du dialogue social** avec les représentants de l'UNSA Fonction publique (FP). Ces derniers ont constaté que seul un monologue est autorisé rue de Grenelle.

MOBILISATION LE JEUDI 5 DÉCEMBRE + BOYCOTT GÉNÉRAL DES INSTANCES



NOUS REFUSONS LE DIKTAT !

Lors du CSAR du 22 octobre, face à cette charge démesurée, les représentants de l'UNSA Douanes ont déjà marqué leur opposition par un boycott du comité.

Actuellement réunis en Conseil national, nous constatons l'appel à une **mobilisation nationale le 5 décembre 2024**, porté par l'UNSA FP et soutenu par la majorité des syndicats de la Fonction publique. Devant l'impossibilité de négocier pour améliorer les conditions de travail et les salaires au sein de la DGDDI, **nous choisissons de promouvoir cet appel parmi les douanières et les douaniers pour exprimer clairement leur refus de ces politiques d'austérité**.

Pour soutenir l'action de nos représentants dans la Fonction Publique et au ministère des Finances, **nous adhérons aussi à la démarche de boycott général des instances de la DGDDI**.



VENDREDI 15 NOVEMBRE 2024

**MOTION DU CONSEIL NATIONAL : CASSE SOCIALE À LA FONCTION
 PUBLIQUE, L'HEURE EST GRAVE !**



Nous demandons à nos dirigeants l'ouverture de négociations pour notamment :

- des **moyens budgétaires** à la hauteur des missions des services et des politiques publiques,
- des **créations d'emplois** partout où c'est nécessaire et l'accès à l'emploi titulaire des agents contractuels,
- l'**augmentation de la valeur du point d'indice** au titre de l'année 2024 et des années suivantes et des mesures salariales générales,
- la **refonte des grilles indiciaires**,
- l'**égalité salariale et professionnelle** entre les femmes et les hommes,
- l'abandon des orientations du projet de loi dit « Guerini ».

Au-delà des sujets FP, l'UNSA Douanes réitère ses attentes principales envers la communauté douanière :

- l'ouverture d'un cycle de **négociations dédié au régime indemnitaire pour tous les agents des douanes**.
- la **création de grilles de rémunérations** cohérentes, attractives et conformes aux exigences de nos métiers.
- le besoin **d'investir de manière significative dans le service public douanier** afin de renforcer la protection des populations. Le coût social des trafics de drogue, de tabac, de contrefaçons et les fraudes fiscales représentent des dizaines de milliards d'euros. Au lieu de racketter les fonctionnaires ou de piocher dans les poches des citoyens, pourquoi ne pas aller bien plus massivement dans celle des trafiquants ?
- la **gratuité des transports en commun** pour aller au travail ou des aides au déplacement pour ceux qui ne peuvent pas les utiliser.
- des **soutiens renforcés pour la parentalité** en faveur de tous les douaniers et douanières opérant selon des horaires atypiques ou décalés.
- **d'avantage de moyens pour la formation professionnelle** tant pour les stages initiaux que pour la formation continue.



La moustache bleue dans ce tract renvoie au logo de campagne de G. KASBARIAN. A ne pas confondre avec Movember (<https://fr.movember.com/>) et l'action menée en ce mois de novembre pour lutter contre les cancers chez l'homme.

